



Communiqué de presse

La FSU condamne l'intervention policière sur le campus D'AgroParisTech

La FSU dénonce l'intervention policière qui a eu lieu le samedi 24 janvier 2026 dans les locaux d'AgroParisTech pour déloger les étudiant·es mobilisé·es pour une meilleure prise en compte des enjeux agroécologiques et contre l'entrisme de l'agrobusiness, et qui occupaient pacifiquement l'école depuis le 20 janvier.

Le directeur général de l'enseignement et de la recherche (DGER) du ministère de l'Agriculture avait dès jeudi refusé de recevoir et d'engager des négociations avec les étudiant·es mobilisé·es, sauf à ce qu'elles et ils lèvent l'occupation.

Le directeur a choisi de faire appel aux forces de l'ordre, conformément à l'article 10 du décret n°2006-1592 du 13 décembre 2006 portant création de l'Institut national des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech) : le directeur "assure le maintien de l'ordre et de la sécurité au sein de l'établissement et peut faire appel à la force publique".

Il porte donc l'entière responsabilité de cette intervention au petit matin. Plutôt que le dialogue, il a choisi le recours à la force. Ce n'est pas acceptable.

La FSU apporte son soutien à l'ensemble des étudiant·es mobilisé·es. La FSU demande que le DGER les reçoive dans les plus brefs délais et qu'il entende leurs revendications.
